

Manifestation nationale :

- contre les licenciements,
- contre les suppressions d'emplois !



A Paris, pour changer les choses !

La crise sanitaire a permis de répandre un formidable écran de fumée : l'arrêt de l'économie au printemps serait donc la cause des plans de licenciements qui se développent depuis. Cet écran de fumée est accompagné de diversions par les politiques en centrant la problématique sur quelques secteurs comme la restauration ou la culture, qui souffrent évidemment et réellement du confinement et du couvre-feu. Pourtant, lorsque l'on analyse de près les chiffres, les raisons sont ailleurs, notamment dans la logique de diminution des coûts de production afin d'améliorer les profits.

Cette explication de la situation économique par le confinement n'est pas de mise d'autant que nous n'oublions pas que nombre d'entreprises ont continué de verser des dividendes, d'afficher des bénéfices ou tout simplement bénéficié d'aides d'Etat. Sans compter les baisses d'impôt consenties aux entreprises (sans aucune contrepartie) avec le plan de relance.

Mais, comme à chaque crise, ce sont les salarié-es qui paient l'addition ! Or, c'est nous qui créons les richesses des entreprises qui, encore plus depuis 2008, s'endettent massivement pour aller sur les marchés financiers et racheter leurs concurrents...

L'image d'Epinal de l'entrepreneur individuel "qui prend aussi des risques" ne résiste pas à l'épreuve des faits quand on examine le profil des entreprises qui organisent le licenciement de leur personnel. Et pour les salarié-es, ce n'est plus un risque, c'est la réalité : celle de se retrouver au chômage.

"S'unir pour ne plus subir !"

Entreprise par entreprise, arrêts de travail et grèves répondent tant bien que mal à ces licenciements. Mais il faut se coordonner pour imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois ! C'est le sens de l'appel des syndicalistes de TUI et d'autres entreprises, soutenu par SUD-PTT (page 4).

Avec cet appel, nous affirmons que nous n'avons pas à faire les frais de stratégies dont nous ne sommes pas responsables. Ni dans le privé, ni dans le secteur public où les suppressions d'emplois continuent de plus belle.

Pour le crier aux "décideurs", nous irons à Paris le 23 janvier !

Sommaire :

Page 2 :

- pourquoi il faut interdire les licenciements !
- dividendes, activité partielle : tout pour les actionnaires !

Page 3 :

- le Code du travail en miettes
- les mesures de bon sens à imposer
- l'hôpital en lambeaux, ça continue !

Page 4 : l'appel des TUI

Samedi 23 janvier - 14 heures
Rendez-vous Place du Président
Edouard Herriot 75007
(derrière l'Assemblée Nationale)



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

Tél : 01 44 62 12 00 - Fax : 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr - www.sudptt.org

5 janvier 2021

Union
syndicale
Solidaires